

Octobre 2026

DEETS Guadeloupe, Service
Etudes, Statistique et
Evaluation (SESE)

L'intérim en Guadeloupe, Saint- Martin et Saint- Barthélemy en 2025

En 2025, l'intérim repart légèrement à la hausse en Guadeloupe, à Saint-Martin et Saint-Barthélemy après une année 2024 en recul et trois années de croissance de l'activité entre 2021 et 2023. 2 483 Equivalent Emploi Temps Plein (EETP) sont comptabilisés dans l'année (+0,9 %). Le nombre de contrats signés augmente un peu plus rapidement (65 997 contrats, +1,4 %). L'intérim en EETP est par contre en baisse pour les Drom⁽¹⁾ pris dans leur ensemble en 2025 (-2,8 % pour les quatre Drom « historiques » hors Mayotte car les données ne sont pas disponibles). Au sein des Drom, la situation est contrastée. Martinique et Guyane sont en forte diminution (-5,5 et -4,9 % respectivement en EETP). La Réunion est en baisse moindre (-2,3 %). Au niveau national, la baisse de l'activité intérimaire est plus forte (-4,0 %). En Guadeloupe, à Saint-Martin et Saint-Barthélemy, l'industrie et l'agriculture sont en baisse en 2025 (en EETP). Les autres secteurs sont en hausse. La construction, premier secteur d'activité pour l'intérim en Guadeloupe, est en hausse de 1,9 %. Le commerce et les services sont en hausse de 1,6 et 1,7 % respectivement. La durée moyenne des missions achevées est stable en 2025 en Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy à 2,0 semaines. Elle vaut 1,4 semaine en Martinique, 4,1 semaines en Guyane et 1,2 semaine à La Réunion. La durée moyenne des missions achevées s'établit à 1,6 semaine pour les quatre Drom. Elle vaut 1,7 semaine au niveau national.

(1) Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion, hors Mayotte

L'intérim reste moins fréquent en Guadeloupe⁽²⁾ et dans les départements et régions d'outre-mer (Drom) qu'au niveau national. Les Drom regroupés (hors Mayotte) représentent 1,9 % des contrats en France et 1,6 % du volume total de l'intérim en Equivalent Emplois Temps Plein (EETP) en 2025. La Guadeloupe ne représente que 0,3 % de l'ensemble des contrats signés dans l'intérim en France et autant pour l'équivalent emploi temps plein. En comparaison, l'emploi salarié privé de Guadeloupe représente 0,4 % de l'emploi salarié privé en France en 2024 (2,1 % pour les Drom hors Mayotte). L'intérim reste donc sous-représenté dans l'économie locale. Une diversification moindre des activités, notamment dans l'industrie ou dans certains services aux entreprises ne facilite pas non plus l'embauche d'intérimaires. L'industrie englobe 34,4 % de l'activité intérimaire en France (en EETP) mais seulement 16,0 % en Guadeloupe en 2025. L'intérim est clairement sous-représenté dans tous les secteurs de fabrication industrielle. Par ailleurs, dans les services, le transport et entreposage, les activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien sont également moins représentés, ce qui se traduit aussi par un déficit d'opportunités. La situation s'inverse dans la construction et le commerce où l'intérim pèse bien davantage localement qu'au niveau national.

Hausse du nombre de contrats en Guadeloupe

Contrats	2025	Evol 25/24	2024	2023
Guadeloupe	65 997	1,4%	65 107	66 983
Total Drom	384 320	-1,5%	390 062	385 044
France entière	20 471 110	-1,5%	20 787 146	21 269 287

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, brut

Le nombre de contrats d'intérim signés dans l'année augmente de 1,4 % en Guadeloupe en 2025. Il augmente également en Martinique de 0,6 % mais chute à l'inverse de 10,9 % en Guyane et baisse de 2,0 % à La Réunion. Pour l'ensemble des Drom hors Mayotte, la baisse s'élève à 1,5 % en 2025. Au niveau France entière, la baisse prédomine et atteint 1,5 %.

Hausse de l'EETP en 2025 en Guadeloupe

EETP	2025	Evol 25/24	2024	2023
Guadeloupe	2 483	0,9%	2 461	2 512
Total Drom	11 506	-2,8%	11 841	12 409
France entière	715 088	-4,0%	744 597	790 861

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, brut

En 2025, l'intérim est en hausse en Guadeloupe en Equivalent Emploi Temps Plein (EETP) après une année de baisse de l'activité en 2024 et trois années en hausse entre 2021 et 2023. L'activité s'établit à 2 483 EETP, soit +0,9 % sur un an. Cependant, l'activité en EETP décroît de 2,8 % dans les Drom (hors Mayotte). L'activité baisse de 5,5 % en Martinique, de 4,9 % en Guyane et de 2,3 % à La Réunion. L'activité est en baisse plus marquée au niveau national (-4,0 %).

Taux de recours à l'intérim plutôt en baisse

Le taux de recours à l'emploi intérimaire, ici le rapport entre le volume d'emplois intérimaires (en EETP) et l'effectif salarié du secteur privé atteint 2,8 % en Guadeloupe en 2025. Sur l'ensemble des Drom (hors Mayotte), ce taux s'élève à 2,7 %. La Guyane affiche habituellement un taux supérieur aux autres départements ultramarins. Il atteint 4,7 %, après 5,1 % en 2024. La Martinique et La Réunion sont à 2,9 et 2,2 % respectivement, en baisse de 0,1 point chacun. Au niveau national, le taux de recours atteint 3,5 %.

Taux de recours : 2,8 % en Guadeloupe

Taux de recours	2025	2024	2023	2022
Guadeloupe	2,8%	2,8%	2,9%	2,9%
Total Drom	2,7%	2,8%	3,0%	3,1%
France entière	3,5%	3,7%	3,9%	4,1%

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, brut

Construction et commerce toujours en tête

Quelques activités ou groupes d'activités accaparent l'essentiel de l'intérim en Guadeloupe. En 2025, la construction, secteur toujours important pour l'intérim, concentre 32,9 % du volume d'emploi total en EETP et occupe la première place devant le commerce et la réparation automobile (28,9 %). Les services regroupent 22,1 % du volume d'activité. Les principaux secteurs de services en volume sont les activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien (8,1 %), le transport et l'entreposage (7,3 %), l'hébergement et la restauration (3,2 %), l'administration publique, enseignement, santé et action sociale (1,2%). Enfin, l'industrie regroupe 16,0 % du volume d'EETP. Les principales activités industrielles sont les industries extractives, énergie, eau, déchets et dépollution (5,8 %), la fabrication de denrées alimentaires (5,1 %) et la fabrication d'autres produits industriels (5,1 %).

(2) le mot Guadeloupe désigne la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy dans tout ce document à partir de la page 2

Le commerce concentre 45,7 % des contrats en Guadeloupe⁽²⁾ en 2025

Contrats	Guadeloupe	Total Drom	France entière
AZ : Agriculture	0,3%	0,4%	0,5%
C1 : Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	11,0%	10,7%	9,8%
C2 : Cokéfaction et raffinage	0,0%	0,0%	0,0%
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	0,0%	0,2%	1,7%
C4 : Fabrication de matériels de transport	0,0%	0,0%	1,8%
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	3,4%	3,6%	9,9%
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2,2%	8,4%	3,7%
FZ : Construction	11,8%	9,7%	10,0%
GZ : GZ : Commerce , réparation d'automobiles et de motocycles	45,7%	35,8%	12,1%
HZ : Transports et entreposage	5,5%	10,8%	16,8%
IZ : Hébergement et restauration	5,6%	6,1%	7,4%
JZ : Information et communication	0,4%	0,4%	0,4%
KZ : Activités financières et d'assurance	0,3%	0,3%	0,3%
LZ : Activités immobilières	0,2%	0,3%	0,3%
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	10,0%	10,4%	8,8%
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	1,7%	1,6%	14,1%
RU : Autres activités de services	1,9%	1,3%	2,4%
Ensemble des secteurs	100,0%	100,0%	100,0%
Agriculture	0,3%	0,4%	0,5%
Industrie	16,6%	22,8%	26,9%
Construction	11,8%	9,7%	10,0%
Commerce	45,7%	35,8%	12,1%
Services	25,7%	31,3%	50,4%
Ensemble des secteurs agrégés	100,0%	100,0%	100,0%

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, brut

La construction englobe 32,9 % de l'activité intérimaire en Guadeloupe en 2025

EETP	Guadeloupe	Total Drom	France entière
AZ : Agriculture	0,1%	0,4%	0,5%
C1 : Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	5,1%	6,1%	8,3%
C2 : Cokéfaction et raffinage	0,0%	0,0%	0,1%
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	0,0%	0,4%	3,8%
C4 : Fabrication de matériels de transport	0,0%	0,1%	4,7%
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	5,1%	6,3%	14,4%
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	5,8%	7,1%	3,3%
FZ : Construction	32,9%	26,3%	17,8%
GZ : GZ : Commerce , réparation d'automobiles et de motocycles	28,9%	27,6%	9,7%
HZ : Transports et entreposage	7,3%	8,8%	14,6%
IZ : Hébergement et restauration	3,2%	3,1%	2,4%
JZ : Information et communication	0,4%	0,6%	0,7%
KZ : Activités financières et d'assurance	0,9%	0,8%	0,7%
LZ : Activités immobilières	0,2%	0,4%	0,3%
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	8,1%	9,2%	13,5%
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	1,2%	2,1%	4,4%
RU : Autres activités de services	0,9%	0,8%	1,0%
Ensemble des secteurs	100,0%	100,0%	100,0%
Agriculture	0,1%	0,4%	0,5%
Industrie	16,0%	19,9%	34,4%
Construction	32,9%	26,3%	17,8%
Commerce	28,9%	27,6%	9,7%
Services	22,1%	25,8%	37,7%
Ensemble des secteurs agrégés	100,0%	100,0%	100,0%

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, brut

(2) le mot Guadeloupe désigne la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy dans tout ce document à partir de la page 2

L'industrie en baisse en 2025

La hausse globale du volume d'emploi intérimaire en Guadeloupe⁽²⁾ en 2025, passant de 2 461 à 2 483 EETP, est le résultat d'évolutions contrastées dans les différents secteurs d'activité.

Baisses d'activité dans l'agriculture et la construction

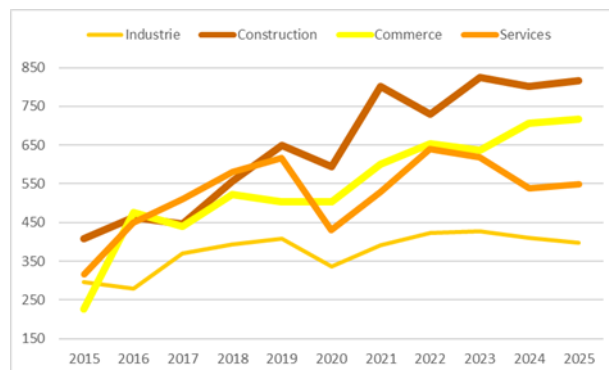
Guadeloupe	contrats	var 25/24	EETP	var 25/24
Agriculture	218	-43,5%	4	-23,0%
Industrie	10 944	-3,1%	398	-3,1%
Construction	7 763	4,8%	816	1,9%
Commerce	30 130	0,3%	717	1,6%
Services	16 942	6,0%	548	1,7%
Ensemble	65 997	1,4%	2 483	0,9%

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, brut

La construction enregistre une hausse de son activité intérimaire en 2025 (+1,9 %). Le

commerce et les services enregistrent une progression de l'activité similaire (+1,6 et +1,7 % respectivement). L'industrie est au contraire en baisse (-3,1 %).

L'activité intérimaire dans les principaux secteurs (EETP)



Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, brut

Durée moyenne des missions achevées stable à 2,0 semaines en Guadeloupe en 2025

Durée moyenne (en semaine)	Guadeloupe	Total Drom	France entière
AZ : Agriculture	0,8	1,5	1,8
C1 : Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	0,9	0,9	1,5
C2 : Cokéfaction et raffinage	so	so	4,1
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	2,9	2,8	4,1
C4 : Fabrication de matériels de transport	0,9	3,6	4,8
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	2,9	2,8	2,7
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	5,5	1,4	1,7
FZ : Construction	5,5	4,3	3,3
GZ : GZ : Commerce , réparation d'automobiles et de motocycles	1,3	1,2	1,5
HZ : Transports et entreposage	2,8	1,3	1,6
IZ : Hébergement et restauration	1,2	0,8	0,6
JZ : Information et communication	1,8	2,4	3,6
KZ : Activités financières et d'assurance	5,2	4,1	4,7
LZ : Activités immobilières	2,2	1,9	1,5
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	1,2	1,1	1,4
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	1,4	2,0	0,6
RU : Autres activités de services	0,9	0,9	0,7
Ensemble des secteurs	2,0	1,6	1,7
Agriculture	0,8	1,5	1,8
Industrie	1,9	1,4	2,3
Construction	5,5	4,3	3,3
Commerce	1,3	1,2	1,5
Services	1,6	1,2	1,1
Ensemble des secteurs agrégés	2,0	1,6	1,7

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, brut

Durée des missions stable en Guadeloupe

La durée des missions achevées est stable en 2025 en Guadeloupe, à 2,0 semaines. La durée moyenne des missions achevées est supérieure en Guadeloupe à celle observée en moyenne dans les Drom (hors Mayotte). La durée moyenne des missions s'établit en effet à 1,6 semaine dans les Drom. Elle est stable également sous l'effet combiné d'une hausse de la durée en

Guyane (+0,3 point à 4,1 semaines), d'une baisse en Martinique (-0,1 point, 1,4 semaine) et d'une parfaite stabilité à La Réunion (1,2 semaine). La durée moyenne des missions achevées dans les Drom reste légèrement inférieure à celle observée au niveau France entière (1,7 semaine). Au niveau national, la durée moyenne reste relativement peu volatile (oscillant entre 1,8 et 1,9 semaine depuis 10 ans) mais enregistre un plus bas depuis 2016.

(2) le mot Guadeloupe désigne la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy dans tout ce document à partir de la page 2

La durée des missions : 2,0 semaines en Guadeloupe⁽²⁾

Durée moyenne	2025	2024	2023	2022
Guadeloupe	2,0	2,0	1,9	1,9
Total Drom	1,6	1,6	1,7	1,6
France entière	1,7	1,8	1,8	1,8

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, durée en semaine, brut

Des durées des missions plus ou moins longues mais liées aux secteurs d'activité

Dans la construction, les durées des contrats sont les plus longues observées parmi les grands secteurs d'activité : 5,5 semaines en Guadeloupe et 4,3 semaines dans les Drom hors Mayotte (5,8 et 4,6 semaines en 2024 respectivement), mais « seulement » 3,3 semaines France entière (3,3 semaines également en 2024). Malgré le poids important de la construction pour l'intérim en Guadeloupe, de nombreux secteurs où les durées des missions sont courtes font baisser la durée moyenne des missions d'intérim achevées. C'est particulièrement le cas dans le commerce où la durée moyenne des missions se limite à 1,3 semaine en 2025 en Guadeloupe (1,2 semaine en 2024). Les durées des missions dans le commerce sont aussi relativement courtes dans les Drom (1,2 semaine) ou au niveau national (1,5 semaine). L'industrie est, en 2025, un secteur d'activité agrégé où la durée des missions achevées est presque dans la moyenne en Guadeloupe (1,9 semaine) et plus importante que dans les Drom (1,4 semaine) mais moins qu'au niveau national (2,3 semaines). Dans les services, les missions d'intérim sont souvent de très courte durée. En 2025, la Guadeloupe se distingue avec une durée moyenne de 1,6 semaine, supérieure à celle observée dans l'ensemble des Drom et au niveau national, 1,2 et 1,1 semaine respectivement. Certaines activités affichent néanmoins des durées bien plus longues, même si cela concerne parfois un nombre très limité d'intérimaires. Ces disparités s'expliquent en partie par la faible taille des effectifs dans certains secteurs, rendant les moyennes sensibles aux variations d'une année à l'autre. Ainsi, en 2025, les durées les plus longues sont observées dans des domaines tels que l'énergie, l'eau, la gestion des déchets, les activités financières, certaines fabrications industrielles, le transport et entreposage, avec des moyennes allant de 2,8 à 5,5 semaines. Un

an plus tôt, certains de ces secteurs affichaient déjà des durées supérieures à la moyenne : 6,3 semaines pour l'énergie et les déchets, 5,1 semaines pour les activités financières, 2,5 semaines pour la fabrication d'autres produits industriels.

L'intérimaire en Guadeloupe : plus souvent un homme exerçant comme ouvrier

Les intérimaires sont en grande majorité des hommes. En Guadeloupe, sur les 65 997 contrats signés en 2025, 37 645 l'ont été par des hommes (57,0%). Cette moindre représentation des femmes s'explique par le poids très important de la construction dans l'intérim en Guadeloupe, le secteur de la construction employant presque exclusivement des intérimaires hommes. En équivalent emploi temps plein, la représentation des femmes en Guadeloupe est encore plus faible (28,5%), du fait de durées de missions plus longues dans la construction et de durées de missions plus courtes dans le tertiaire, le commerce en particulier, où les femmes sont davantage présentes. France Entière, la proportion de femmes est encore plus faible du fait d'une plus grande diversité des activités où les intérimaires interviennent. La construction y est proportionnellement moins présente mais l'industrie pèse davantage au niveau national. Par ailleurs, le commerce employant proportionnellement plus de femmes est moins représenté au niveau national qu'en Guadeloupe.

Les hommes majoritaires en intérim

	Contrats		EETP	
2025	%Hommes	%Femmes	%Hommes	%Femmes
GUADELOUPE	57,0%	43,0%	71,5%	28,5%
Total DOM	64,4%	35,6%	72,2%	27,8%
France entière	66,2%	33,8%	73,8%	26,2%

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, brut

Les intérimaires plus âgés dans les Drom

L'âge moyen des signataires d'un contrat d'intérim, calculé en EETP, s'établit à 36,3 ans dans les Drom en 2025. En Guadeloupe, l'âge moyen est plus élevé encore (37,5 ans). L'âge moyen est moindre au niveau national (35,5 ans France entière). Les femmes en intérim ont un âge moyen plus faible. C'est vrai en Guadeloupe mais aussi pour les Drom et France entière. Ainsi, l'écart d'âge entre un homme intérimaire en Guadeloupe et une femme intérimaire France entière atteint plus de trois ans en moyenne.

(2) le mot Guadeloupe désigne la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy dans tout ce document à partir de la page 2

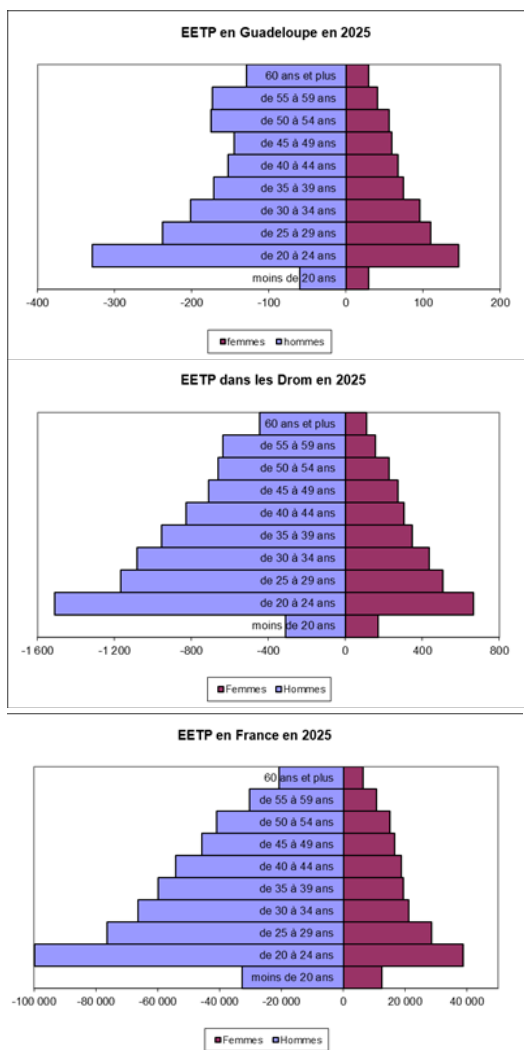
Des intérimaires plus âgés en Guadeloupe

Age moyen en 2025	Homme	Femme	Ensemble
Guadeloupe	38,3	35,6	37,5
Total Drom	37,0	34,8	36,3
France entière	35,6	35,1	35,5

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, brut

L'intérim en Guadeloupe : un profil par âge spécifique

Dans l'intérim en Guadeloupe, toutes les tranches d'âge sont bien représentées. Les effectifs d'intérimaires sont « nombreux » à tous âges même si la tranche d'âge 20-24 ans est la plus présente (ici répartition de l'EETP par âge). Le profil par âge national est un peu différent : les plus jeunes sont nombreux mais le volume d'emploi intérimaire diminue plus rapidement et régulièrement avec l'âge. Les quatre Drom réunis présentent un profil intermédiaire : particulier : beaucoup d'intérim aux jeunes âges mais des effectifs qui se maintiennent solidement quand l'âge augmente.



En intérim dans les Drom, les hommes sont ouvriers, les femmes employées

Plus de six intérimaires sur dix en EETP sont ouvriers en Guadeloupe ou dans les Drom. Au niveau national, la proportion est plus forte (77,3 %) et la répartition homme/femme est nettement différente : les femmes en intérim occupent un emploi d'ouvrier la moitié du temps alors que dans les Drom ou en Guadeloupe, moins de 20,0 % d'entre elles sont ouvrières. Les employés représentent le deuxième groupe d'importance avec un tiers du volume d'emploi dans les Drom comme en Guadeloupe (12,8 % au national). Les cadres représentent moins de 1,0 % du volume d'emploi en intérim en Guadeloupe ou dans les Drom (1,7% en France). Les catégories intermédiaires sont aussi peu présentes. Dans l'intérim, la catégorie socio-professionnelle des employés est la seule où les femmes sont majoritaires : plus de sept femmes sur dix en intérim sont employées dans les Drom ou en Guadeloupe (France 30,3 %).

Ouvriers et employés sont très présents

PCS	Genre	GUADELOUPE	Total DROM	France entière
Cadres	Hommes	0,4%	0,5%	1,2%
	Femmes	1,2%	1,3%	3,3%
Catégories intermédiaires	Hommes	3,8%	4,5%	6,2%
	Femmes	7,1%	8,9%	13,5%
Employés	Hommes	14,3%	15,5%	6,6%
	Femmes	75,1%	71,2%	30,3%
Ouvriers	Hommes	81,4%	79,5%	86,0%
	Femmes	16,5%	18,6%	52,8%
Toutes catégories	Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, brut

POUR EN SAVOIR PLUS

«L'emploi intérimaire en légère baisse au 4^{ème} trimestre 2025», Dares indicateurs N°10, février 2026

« L'intérim en Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy en 2024 », Deets Guadeloupe, Sept 2025

Les indicateurs statistiques relatifs à l'intérim calculés mensuellement, trimestriellement et annuellement par la Dares sont également disponibles sur le site du Ministère du travail : <http://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/lemploi-interiminaire>

Les données fournies portent sur le nombre d'intérimaires par secteur d'activité et par région, le nombre de CDI intérimaires, le volume de travail temporaire (en ETP au cours du mois) par secteur d'activité et par région, les contrats conclus par secteur d'activité, la durée moyenne des missions par secteur d'activité. S'y ajoutent des taux de recours à l'intérim, par trimestre et annuellement.

Définitions

Depuis juillet 2018, la Déclaration sociale nominative (DSN) est l'unique source des statistiques d'intérim. Elle se substitue ainsi à la source historique, les relevés mensuels de mission –RMM– adressés auparavant à France Travail (ex-Pôle emploi) par les établissements de travail temporaire. À partir de cette information mensuelle, la Dares élabore divers indicateurs mensuels, trimestriels et annuels. Ces statistiques intègrent désormais les contrats à durée indéterminée (CDI) intérimaires.

Contrats conclus (au cours d'une période) : missions dont la date de début appartient à la période considérée. Le nombre de contrats conclus mesure le flux d'entrées de l'emploi intérimaire dans la période.

Equivalent Emplois à Temps Plein (EETP) au cours d'une période : rapport du nombre total de semaines de travail réalisées par les intérimaires sur le nombre total de semaines ouvrées de la période. Par convention, ce nombre est fixé à 52 semaines pour une année. Cette convention de calcul conduit à sous-estimer légèrement l'équivalent emplois à temps plein, dans la mesure où une partie des missions ne comptabilise pas les périodes de congés.

Taux de recours annuel à l'intérim : rapport du volume de l'emploi intérimaire annuel en EETP à l'emploi salarié privé de l'année. L'emploi salarié retenu ici est celui fourni par la Caisse Générale de Sécurité Sociale (CGSS branche recouvrement) pour les Drom, données trimestrielles dont on fait la moyenne (emploi salarié privé). Pour le niveau national, chiffres URSSAF. Le taux de recours ainsi calculé peut être différent de celui qui figure dans d'autres publications (de la DARES en particulier). Taux de recours retenu : nombre d'intérimaires en fin de trimestre rapporté à l'emploi salarié privé, y compris intérim.

Nomenclature d'activité utilisée

La nomenclature d'activité française NAF 2008 rév.2 comporte cinq niveaux qui s'emboîtent parfaitement. Néanmoins, la nécessité de disposer de nomenclatures agrégées pour l'établissement de certaines statistiques et pour la diffusion s'est imposée au niveau international. C'est pourquoi trois niveaux supplémentaires (A10, A38 et A64) ont été définis par les organismes internationaux. Ce dispositif a été complété par la France qui utilisera deux niveaux de plus (A17 et A129). Les données présentées dans cette étude par secteur d'activité sont ventilées en A17.

Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de Guadeloupe (DEETS)

Direction :

Rue des Archives, Bisdary – 97113 Gourbeyre
Téléphone : 05.90.80.50.50
Télécopie : 05.90.80.50.00

Bureaux de Jarry :

Immeuble Raphaël, ZAC Houelbourg Sud,
Lot n° 13 - Z.I de Jarry, 97122 Baie-Mahault
Téléphone : 05.90.80.50.50
Télécopie : 05.90.83.70.75

Immeuble ORLANDO, bvd de Houelbourg – Jarry
97122 Baie-Mahault
Téléphone : 05.90.80.50.50
Télécopie : 05.90.83.70.75

Bureau de Saint -Martin :

23, rue de Spring, Concordia, 97150 Saint -Martin
Téléphone : 05.90.29.09.16
Télécopie : 05.90.29.18.73

Directeur de la publication : Ludovic de GAILLANDE

Réalisation Service Etudes, Statistique, Evaluation (SESE)
Charly DARMALINGON & Roman JANIK

Courriel : DEETS-971.statistiques@deets.gouv.fr

Internet : guadeloupe.deets.gouv.fr

Date de diffusion : Octobre 2026